

Le deuxième sujet avait trait aux problèmes de la société moderne. L'OCDE examinera en détail les implications pour les politiques économiques du rythme rapide du progrès technologique dans les pays industrialisés. A cet égard, on a tout particulièrement appelé l'attention des délégués sur la croissance des firmes multinationales. J'ai indiqué que les questions soulevées par les activités de telles firmes ont, pour le Canada, une importance spéciale, et j'ai suggéré que l'OCDE devrait chercher à élaborer certains préceptes reconnus internationalement qui permettraient de réconcilier les différents intérêts qui sont en cause.

Le troisième sujet discuté a été celui des relations entre les pays en voie de développement, secteur où les pays de l'OCDE ont aussi un rôle important à jouer. J'ai assuré l'appui du Canada à un système de préférence tarifaire pour le tiers monde et j'ai souligné l'importance que nous attachons à obtenir une amélioration du volume et des conditions d'aide accordée par les pays industrialisés.

Monsieur le président, puis-je déposer les textes auxquels j'ai fait allusion?

[Traduction]

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, je voudrais dire tout d'abord que je suis quelque peu étonné que mon honorable ami le ministre n'ait pas manifesté sa courtoisie habituelle en fournissant une copie des observations qu'il se proposait de faire. Je suis certain que ce fut un oubli qu'il corrigera une autre fois.

● (2.10 p.m.)

J'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les commentaires du ministre sur deux questions distinctes: l'une portait sur les relations canado-tunisiennes et sur la perspective d'établir des liens plus étroits ainsi que sur une aide du Canada à la Tunisie. Tous les Canadiens y donneraient sûrement leur approbation. Bien entendu, pour ce qui est du Canada, ce projet devrait s'insérer dans un programme intégré d'aide au développement des pays dits émergents, surtout là où nous avons un rôle à jouer en vertu peut-être d'une association culturelle ou traditionnelle.

En rapport avec l'OCDE, autre organisation primordiale pour le Canada, j'ai noté avec intérêt l'importance que le ministre a attaché à une aide aux pays en voie de développement en ce qui concerne leurs possibilités d'échanges commerciaux. Je crois aussi que la question a la plus haute importance, autant peut-être que l'aide technique ou monétaire qui serait offerte directement à ces pays. J'as-

[L'hon. M. Pepin.]

sure le ministre et le premier ministre (M. Trudeau) de l'appui total de notre parti à l'égard des efforts pour améliorer les relations commerciales des pays émergents avec les nations industrialisées.

Ayant ainsi manifesté mon accord, j'aimerais insister de nouveau sur l'importance pour le Canada de jouer un rôle de premier plan dans les réformes monétaires qui permettraient au commerce croissant dont a parlé le ministre de poursuivre son développement, sans être gêné de temps à autre par des crises de plus en plus sérieuses.

Le gouvernement canadien me déçoit légèrement, lui qui représente un pays que la chose intéresse au même titre, sinon davantage, que n'importe quel autre pays du monde; il devrait, à mon avis, se montrer plus dynamique pour hâter l'institution de nouvelles réformes monétaires internationales et, partant, pour assurer une stabilité accrue.

Deuxièmement, je crois que nous devons songer, sur le plan commercial, aux différentes options qui s'offriront demain au pays. J'espère que le ministre et ses associés ne se contenteront pas uniquement d'assister à des réunions de ce genre, ni même d'y jouer un rôle actif, mais que le gouvernement du Canada assumera ses responsabilités et envisagera les différentes structures du commerce et les diverses options entre lesquelles il aura peut-être à choisir. Nous devrions peut-être nous interroger sérieusement pour décider s'il convient de nous rabattre uniquement sur les relations commerciales multilatérales, jusqu'où nous pouvons nous y fier, jusqu'à quel point nous devons prendre les devants et explorer de nouveaux modes d'échange et de nouvelles possibilités commerciales.

J'espère que le ministre et ses associés examineront de très près les problèmes que posent la réforme monétaire, les futures modalités du commerce et l'avenir du Canada par rapport à elles.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, deux mots. Puis-je tout d'abord féliciter le ministre de la part qu'il a prise aux entretiens de Tunisie. Tous les députés se rendent compte, je pense, de l'importance de bonnes relations canadiennes avec tous les pays, surtout avec les nations francophones. Nous pouvons assumer un rôle utile au sein de la francophonie. Puis-je dire au nom de mes collègues combien nous sommes enchantés du rapport du ministre orienté dans ce sens.

J'ai aussi pris note de ses observations au sujet de l'Organisation de coopération et de